



CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA BIODIVERSITÉ ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE : BILAN

Plus de 500 demandes d'inscriptions, 250 acceptées. La deuxième Conférence internationale sur la biodiversité et le changement climatique, menée par la Région Guadeloupe, a eu lieu du 22 au 25 octobre dernier. Une organisation interne colossale ! Bilan avec Marguerite Joyau, chef du service environnement.

QUEL OBJECTIF ?
L'enjeu était de mieux prendre en compte les problématiques liées au patrimoine naturel et à la biodiversité des régions ultra-périphériques (RUP), des Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM), et de leurs bassins géographiques respectifs, dans un contexte de réchauffement climatique.

UN DÉROULEMENT SUR 4 JOURS
Les deux premières journées étaient consacrées à des ateliers thématiques. Ceux-ci ont permis d'aborder les actions à envisager en faveur de la préservation et la valorisation de la biodiversité, et de la lutte contre le changement climatique dans les RUP, les PTOM et leurs bassins géographiques. « Les ateliers étaient, dans l'ensemble, équilibrés. Celui qui a porté sur les questions de financement a eu un franc succès, les débats y étaient particulièrement animés. », constate Marguerite Joyau, chef

du service Environnement. Le mercredi soir, Nicolas Hulot a réalisé une conférence publique très appréciée par les (nombreuses !) personnes présentes, sous la houlette d'André Atallah, conseiller régional et président de la fondation Terra Nova, porteuse de cette conférence. Le vendredi, un segment politique de haut niveau a validé la feuille de route dégagée lors de ces ateliers, délivrant le « message de la Guadeloupe ». Détente ! Le samedi, des excursions ont clôturé l'événement afin de faire découvrir aux participants toutes les richesses de notre archipel. « Les visites de la Soufrière et de Petite-Terre ont été particulièrement appréciées. », observe le chef de service.

DIFFÉRENTS ORGANISATEURS
Les co-organisateur avec La Région étaient quatre : la Commission européenne, l'État français, les Îles vierges britanniques, le Secrétariat de la convention sur la diversité biologique (SCDB) et l'Union Internationale pour la conservation de la nature (UICN).



« Nous avons constitué un comité de pilotage qui s'est tenu à Bruxelles pendant toute la durée de la préparation de la conférence. Ce « Copil » devait préparer à la fois la partie logistique de la manifestation, et travailler au projet de « Feuille de route ». Cela a nécessité de nombreux échanges et un travail important de concertation. Les orientations et les actions déclinées dans la feuille de route devaient refléter les attentes de tous les PTOM et de toutes les RUP. », expose Marguerite Joyau.

DES INTERVENANTS SÉLECTIONNÉS

Des personnalités morales, politiques ou scientifiques reconnues au niveau international ont animé cet événement. « Le choix des intervenants est le résultat de cette concertation : des experts et de personnalités reconnus dans les domaines traités et représentant les différents territoires invités. », indique Mme Joyau. Nicolas Hulot envoyé spécial du Président de la République était accompagné par Julien Laffont, chargé de mission maîtrise de l'énergie, au service énergie de la direction de l'environnement et du cadre de vie. Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, Georges Pau-Langevin, ministre des Outre-mer, et bien d'autres encore, avaient été invités.

UN BILAN POSITIF

Après le « Message de La Réunion » en 2008 lors de la première conférence, celle-ci devait délivrer un « Message de la Guadeloupe » : « À la Réunion a été mise en place une stratégie. La conférence de la Guadeloupe avait pour objectif de décliner cette stratégie en plan d'actions à mettre en œuvre dans les prochaines années », précise Marguerite Joyau. C'est chose faite. Ce message se décline dans une feuille de route avec des actions précises. « C'est un document opérationnel, sur lequel chaque territoire doit s'appuyer, pour

mettre en place des actions individuelles, ou en commun avec d'autres territoires. », était le chef de service. Au final, malgré un délai extrêmement court (9 mois de préparation !), la conférence a réussi son challenge ! « Il est vrai qu'un événement de cette envergure nécessite plus d'anticipation. Un délai d'au moins une année aurait été préférable pour le préparer sereinement. Heureusement, les équipes de la région ont joué le jeu et se sont pleinement investies pour en assurer la réussite. », révèle Mme Joyau.

ET ENSUITE ?

Les RUP, les PTOM et les États membres s'engagent à mettre en œuvre ces actions dès aujourd'hui et dans les prochaines années à l'horizon. Marguerite Joyau détaille : « Pour la Guadeloupe, l'accent a été mis sur le développement économique, la gouvernance, et l'accès aux ressources financières. » Le chef de service ne se repose pas sur ses lauriers, elle sait que d'autres challenges doivent être relevés, et pas des moindres : « Maintenant, il s'agit de mettre en œuvre les actions de notre feuille de route. Nous avons d'ores et déjà commencé puisque nous travaillons avec le gouvernement des Îles vierges britanniques, dans le cadre du programme « Interreg » dans lequel s'inscrit la conférence. Il faudra également présenter les résultats de cette conférence lors de la Conférence des parties de la convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, qui aura lieu à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015. », prévient Marguerite Joyau.

MERCI AUX DIRECTIONS ACTIVES SUR CETTE CONFÉRENCE !

La Direction de l'environnement, la Direction de la communication, des moyens généraux, le Cabinet, le service la sécurité, les chauffeurs, les référents issus de plusieurs directions. ■

RETOUR SUR LA CONFÉRENCE PUBLIQUE DE NICOLAS HULOT :

André Atallah

J'aimerais vous poser la première question. Cette conférence portera un message, modeste contribution de la Guadeloupe, à la grande conférence attendue en 2015, à Paris. Mais comment allier notre biodiversité, très riche en Guadeloupe, et développement économique ? N'y a-t-il pas un risque de transformer notre région en « simple » laboratoire ?

Nicolas Hulot

Il y a deux aspects : le court et le long terme. Prenons le projet du Grand Port autonome où coexistent deux regards. Le premier économique qui soutient que ce projet dopera l'économie de la Guadeloupe. Et d'un autre côté, j'entends le responsable du Comité de pêche en Guadeloupe qui, ayant déjà une partie de sa zone de pêche entravée par le chlordécone, pointe du doigt le problème du dragage* avec ce projet. Ma mission est de sauvegarder notre patrimoine naturel, ce qu'il y a de plus précieux en Guadeloupe. D'autres îles ont fait la cruelle expérience de dégrader ce patrimoine. Je ne suis ici que depuis deux jours, mais je crois qu'il ne faut pas céder à la folie des grandeurs. Il existe ici un potentiel incroyable ! Celle de la green economy, celle d'une autonomie énergétique possible. Attention aux miroirs aux alouettes... L'environnement c'est l'investissement le plus durable !

* Opération qui consiste à extraire les matériaux situés sur le fond d'un plan d'eau.

